

Rapport sur le Compte Administratif

Exercice 2024



Budget Principal du C.C.A.S. de Rouen

Retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées au cours d'une année, le compte administratif permet de constater la réalité des opérations budgétaires effectuées au cours de l'exercice comptable passé.

Le compte administratif est donc une photographie de la situation financière du budget du CCAS au 31 décembre de l'année écoulée, qui reprend toutes les recettes et dépenses réalisées au cours de cette année, y compris celles engagées mais non mandatées (ou titrées), qui constituent les « restes à réaliser ».

Il permet ainsi de dégager un solde d'exécution pour chacune des deux sections budgétaires. Ces résultats d'exécution sont repris au cours de l'année suivante lors d'une étape budgétaire. Le CCAS de la Ville de Rouen effectue cette reprise de manière anticipée, dès l'élaboration de son budget primitif de l'exercice N+1.

1- Le résultat de l'exercice 2024

Le résultat net de l'exercice est obtenu par addition des éléments suivants :

- Le résultat dégagé sur la section de fonctionnement, qui s'obtient par soustraction des dépenses mandatées en 2024 du total des recettes émises sur la section de fonctionnement pour le même exercice. Ce résultat est complété du résultat antérieur reporté.
- Le résultat de la section d'investissement, obtenu par soustraction des dépenses d'investissement mandatées en 2024, complétées – le cas échéant – du déficit d'investissement reporté de l'exercice précédent aux recettes propres d'investissement de l'exercice, complétées – le cas échéant – de l'excédent d'investissement reporté de l'exercice précédent.

1.1 Le résultat de la section de fonctionnement

SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles de fonctionnement	6 829 747,43
Recettes réelles de fonctionnement	8 460 952,36
SOUS TOTAL	1 631 204,93
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	173 232,74
Recettes d'ordre de fonctionnement	6 910,21
SOUS TOTAL	-166 322,53
Résultat de l'exercice 2024 (A)	1 464 882,40

RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	
Résultat de clôture 2023 reporté (B)	630 025,32
Résultat de l'EHPAD incorporé (C)	-1 298 713,51
Résultat reporté (D = B+C)	-668 688,19
Résultat de clôture de la section de fonctionnement 2024 (A+D)	796 194,21

Le résultat de la gestion de l'exercice 2024 de la section de fonctionnement est de 1 464 882,40 €, en évolution de +1 622 314,98 € par rapport à l'exercice 2023 (pour mémoire : déficit de -157 432,58 €).

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté de -668 688,19 € se compose du résultat de clôture 2023, soit 630 025,32 € auquel le déficit du budget de l'EHPAD La Pléiade a été incorporé, soit -1 298 713,51 €. Le résultat de clôture de la section de fonctionnement pour 2024 s'établit par conséquent à 796 194,21 € (1 464 882,40 € – 668 688,19 €).

Il a fait l'objet d'une reprise anticipée dès le budget primitif 2025 en recettes de fonctionnement.

1.2 Le résultat de la section d'investissement

SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)	
MOUVEMENTS REELS	
Dépenses réelles d'investissement	217 039.41
Recettes réelles d'investissement	3 853.00
SOUS TOTAL	-213 186.41
MOUVEMENTS D'ORDRE	
Dépenses d'ordre d'investissement	6 910.21
Recettes d'ordre d'investissement	173 232.74
SOUS TOTAL	166 322.53
Résultat de l'exercice 2024 (A)	-46 863.88
RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	
Résultat de clôture 2023 reporté (B)	92 999,33
Résultat de l'EHPAD incorporé (C)	347 927,88
Résultat reporté (D = B+C)	440 927,21
Résultat de clôture de la section d'investissement 2024 (A+D)	394 063.33
Résultat de clôture 2024	1 190 257.54

Le résultat de la gestion de l'exercice 2024 de la section d'investissement est de -46 863,88 €, en réduction de -35 814,81 € par rapport à l'exercice 2023 (pour mémoire, un déficit de -82 678,69 €).

Le résultat antérieur reporté de 440 927,21 € se compose du résultat de clôture 2023, soit 92 999,33 €, auquel l'excédent du budget de l'EHPAD La Pléiade a été incorporé, soit +347 927,88 €.

Le résultat de clôture de la section d'investissement s'établit par conséquent à 394 063,33 € pour 2024 (440 927,21 € - 46 863,88 €).

Il a, lui aussi, fait l'objet d'une reprise anticipée dès le budget primitif 2025 en recettes d'investissement.

2- Analyse de la section de fonctionnement

8,4 M€ de recettes ont été titrées en 2024, en augmentation de 2,06 M€ soit +32,12 %, par rapport au montant exécuté en 2023 (pour mémoire : 6,4 M€).

Les dépenses (réelles et ordre) de cette section ont été mandatées à hauteur de 7 M€ en 2024, en augmentation de 436,4 K€ soit +6,65 %, par rapport au montant exécuté en 2023 (pour mémoire : 6,57 M€).

FONCTIONNEMENT	Total voté 2023	CA 2023	Total voté 2024	CA 2024	Taux de réalisation*	% évolution 2023/2024
total recettes réelles	7 075 217.90	6 403 465.98	8 413 474.00	8 460 952.36	100.56%	32.13%
total recettes d'ordre	17 624.00	5 662.00	19 513.00	6 910.21	35.41%	22.05%
TOTAL RECETTES FCT	7 092 841.90	6 409 127.98	8 432 987.00	8 467 862.57	100.41%	32.12%
total dépenses réelles	6 931 737.90	6 407 811.57	8 250 802.00	6 829 747.43	82.78%	6.58%
total dépenses d'ordre	161 104.00	158 748.99	182 185.00	173 232.74	95.09%	9.12%
TOTAL DEPENSES FCT	7 092 841.90	6 566 560.56	8 432 987.00	7 002 980.17	83.04%	6.65%

*hors résultat de fonctionnement reporté

2.1– Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'établissent à 8 460 952,36 €, en hausse de 2,057 M€, soit +32,12 % par rapport à 2023.

Les recettes d'ordre de fonctionnement augmentent également entre les deux exercices, à raison de +22,05% soit +1 248,21 €.

Le tableau ci-dessous reprend, pour les exercices 2023 et 2024, l'ensemble des chapitres budgétaires votés et exécutés en recettes de fonctionnement :

Chapitres budgétaires	Total voté 2023	CA 2023	Total voté 2024	CA 2024	Taux d'exécution	Evol.% 2023/2024
002 - Résultat de fonctionnement reporté	787 457.90	pas d'exécution	0.00	chapitre sans exécution		
013 - Atténuations de charges	260 201.00	263 038.92	305 148.00	289 219.97	94.78%	9.95%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	130 033.00	122 568.63	89 741.00	92 078.06	102.60%	-24.88%
74 - Dotations et participations	5 873 786.00	5 988 324.30	7 936 621.00	7 958 075.39	100.27%	32.89%
75 - Autres produits de gestion courante	23 740.00	29 534.13	81 430.00	121 044.94	148.65%	309.85%
77 - Produits exceptionnels	0	0	534.00	534.00	100.00%	100.00%
TOTAL RECETTES RELLES	7 075 217.90	6 403 465.98	8 413 474.00	8 460 952.36	100.56%	32.13%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	17 624.00	5 662.00	19 513.00	6 910.21	35.41%	22.05%
TOTAL RECETTES D'ORDRE	17 624.00	5 662.00	19 513.00	6 910.21	35.41%	22.05%
TOTAL RECETTES	7 092 841.90	6 409 127.98	8 432 987.00	8 467 862.57	100.41%	32.12%

Hors prévision relative au résultat de fonctionnement reporté, qui ne donne pas lieu à réalisation, le taux de réalisation des recettes de fonctionnement 2024 s'établit à 100,56 %. Pour mémoire, il était de 101,65 % en 2023.

Chapitre 002 – Résultat de fonctionnement reporté

Ce chapitre comporte uniquement une inscription budgétaire sans exécution.

Le résultat de fonctionnement déficitaire de l'EHPAD (-1 298 713,51 €) ayant été intégré dans le courant de l'exercice 2024, cette inscription budgétaire s'est faite en dépenses.

Chapitre 013 – Atténuations de charges

S'établissant à 289 K€ pour l'année 2024, ce chapitre budgétaire est principalement constitué :

- Des remboursements sur rémunérations de l'assurance statutaire souscrite pour le personnel,
- De la part salariale des tickets restaurants achetés pour le personnel,
- De refacturations de dépenses de personnels à des tiers dans le cadre de conventions de mise à disposition.

La progression de 26,2 K€ (soit +9,95 %) s'explique par les remboursements de l'assurance statutaire et de la CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie).

Chapitre 70 – Produits des services

Comptabilisés pour un montant global de 92 078,06 € pour l'exercice 2024 (en diminution de -30,5K€ soit -24,88 %), les produits des services sont constitués uniquement de refacturations internes entre le budget principal et les budgets annexes du CCAS.

L'évolution négative constatée sur l'exercice 2024 s'explique par la fermeture du service Téléalarme à la fin du 1^{er} trimestre 2023 : les recettes constatées en 2023 s'élevaient à 35,6 K€.

La refacturation des charges de fonctionnement de la Maison des Aînés aux budgets annexes (34,2 K€) est stable. La quote-part du loyer du bâtiment des 4 cantons refacturée à la Régie des Quartiers (48,8 K€) évolue de +16,7 K€ car l'association a souhaité occuper plus de surface en 2024.

La refacturation des frais de fonctionnement (eau, EDF, gaz, petits travaux) de la maison située rue de Tunis, louée à l'association « Migra'toit », représente un montant de 7,2K€ en 2024, en diminution de -5,6K€ par rapport à 2023. Une erreur matérielle en 2023 avait conduit à faire un titre de recettes supérieur aux sommes réellement dues, d'où cet écart en 2024.

Chapitre 74 – Dotations et participations

Par rapport à 2023, les dotations et participations sont en nette augmentation de +32,89 % (soit +1 969 751,09 €), et se réalisent à hauteur de 7 958 075,39 €. Le taux d'exécution de ce chapitre budgétaire est de 100,27 %.

- En raison de la reprise des résultats de l'EHPAD, la subvention versée par la Ville est en augmentation significative et atteint 6,980 M€ en 2024 contre 4,902 M€ en 2023, soit une évolution de +2,07 M€ (+42,37 %). La Ville a en effet versé une subvention exceptionnelle de

1,2 M€ pour financer la reprise du déficit de fonctionnement de ce budget annexe et le clôturer.

Hors reprise de l'EHPAD, la dotation évolue néanmoins de manière significative en 2024 en progressant de +877,2 K€ (soit + 17,89%). Ce soutien accru vise à :

- Renforcer les résultats financiers du CCAS, qui s'étaient dégradés lors des exercices précédents,
 - A assurer les évolutions salariales 2023 – 2024 qui ont un impact majeur sur les budgets des collectivités (cf. page 7 ci-dessous),
 - A assurer le reclassement des anciens agents de l'EHPAD qui n'ont pas souhaité poursuivre leur activité au sein du CH de Bois-Petit.
 - Prendre en charge certaines dépenses résiduelles liées à la clôture du budget annexe de l'EHPAD au 31 mars 2024 (134 K€ environ).
- Les dotations du Département (incluant le FSE – Fonds Social Européen) financent principalement le dispositif RSA (Revenu de Solidarité Active) et l'Atelier. Elles représentent 437,2 K€ et diminuent de plus de 22 % en 2024, en raison de soldes perçus au titre d'années antérieures en 2023. Pour mémoire, le CCAS avait reçu 561,7 K€ en 2023 du Département pour ces deux dispositifs. Cette diminution est conforme aux crédits votés en 2024.
 - Les dotations de l'Etat financent les dispositifs :
 - Du PRE (Programme de Réussite Educative) : 190 K€ - stable,
 - De la Chaloupe : 237 K€ : en augmentation de 48,9K€ pour financer le versement du CTI (complément de traitement indiciaire) au bénéfice des agents sociaux,
 - De l'Atelier : 20 K€ - une diminution de 5 K€ de la participation de l'Etat est constatée au contrat de ville,
 - Certaines actions événementielles, par l'intermédiaire de la DRAC : 10 K€ - soit +7K en 2024, dans le cadre du projet « Habitantes des rues ».
- En 2024, une évolution globale des financements de l'Etat de +13,4K€, soit +3,01%, est constatée.
- La participation de la Métropole au titre du PRE (Programme de Réussite Educative) présente en 2024 une légère diminution, de -1,3K€ soit -1,65 %.

Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante

Cette catégorie de recettes regroupe des produits divers qui résultent de la gestion : revenus ou redevances diverses, avoirs, remboursements...

S'établissant à 121 044,94 € au titre de l'année 2024, les produits de gestion courante enregistrent une augmentation de 91,5 K€ entre 2023 et 2024. Cette évolution s'explique par 2 facteurs :

- La reprise de l'EHPAD : certaines recettes d'aide sociale, pour un montant de 51,3 K€, n'avaient pas pu être titrées sur le budget de l'EHPAD car les dossiers étaient en attente de traitement au Département.
- Un effet comptable lié à la régularisation de rattachements à l'exercice 2023 non soldés, pour un montant de 40 K€.

Chapitre 77 – Produits exceptionnels

La réalisation sur ce chapitre en 2024, pour 534 €, s'explique par une régularisation comptable : il s'agit d'annulation de mandats de dépenses sur l'exercice antérieur.

2.2 – Les dépenses de fonctionnement

Un montant global de 7 002 980,17 € (mouvements réels et ordre confondus) a été mandaté en dépenses de fonctionnement en 2024, en augmentation de 6,65 % (soit +436 419,61 €) par rapport à 2023 (pour mémoire : 6 566 560,56 €).

Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 6 829 747,43 €, en augmentation de 421 935,86 €, soit +6,58 % par rapport à 2023.

Les dépenses d'ordre de fonctionnement augmentent de 9,12% soit +14 483,75 € entre 2023 et 2024.

Le tableau ci-dessous reprend, pour les exercices 2023 et 2024, l'ensemble des chapitres budgétaires votés et exécutés en dépenses de fonctionnement :

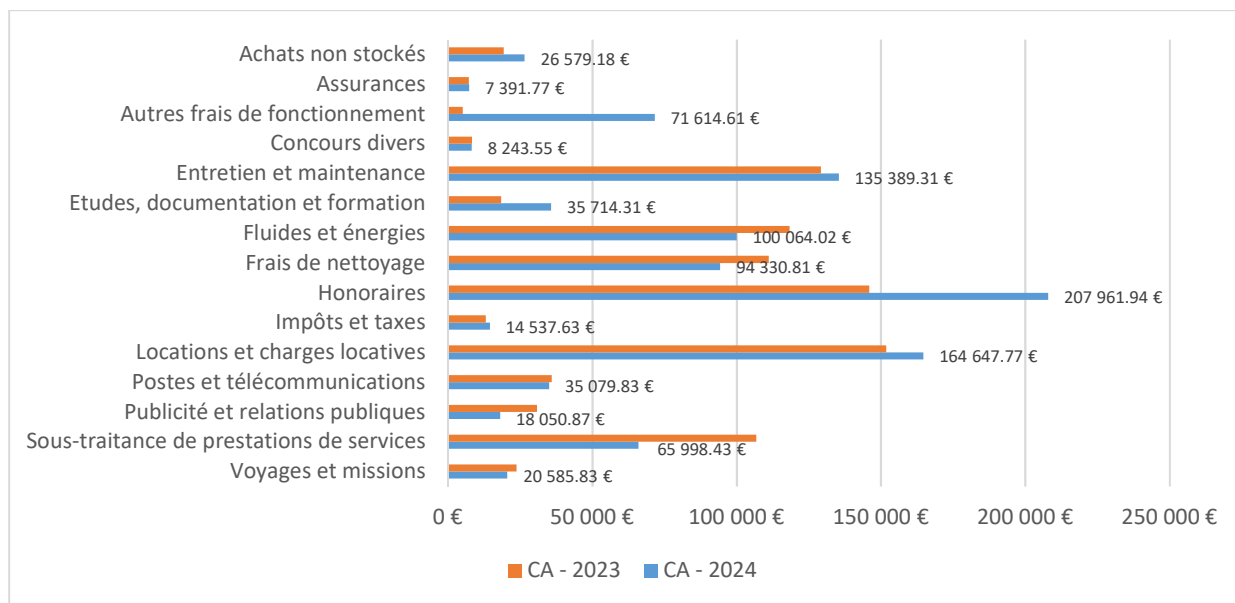
Chapitres budgétaires	Total voté 2023	CA 2023	Total voté 2024	CA 2024	Taux d'exécution	Evol.% 2023/2024
002 - Résultat de fonctionnement reporté	0.00	0.00	668 688.19	pas d'exécution		
011 - Charges à caractère général	1 099 965.65	925 556.36	1 183 664.00	1 006 189.86	85.01%	8.71%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 601 506.79	4 542 497.60	5 011 015.32	4 745 055.86	94.69%	4.46%
65 - Autres charges de gestion courante	1 185 749.35	903 841.72	1 337 764.43	1 029 959.77	76.99%	13.95%
66 - Charges financières	20 543.00	20 238.52	20 530.00	20 431.00	99.52%	0.95%
67 - Charges exceptionnelles	23 973.11	15 677.37	14 868.00	13 838.88	93.08%	-11.73%
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	0.00	0.00	14 272.06	14 272.06	100.00%	100.00%
TOTAL DEPENSES REELLES	6 931 737.90	6 407 811.57	8 250 802.00	6 829 747.43	82.78%	6.58%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	161 104.00	158 748.99	182 185.00	173 232.74	95.09%	9.12%
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	161 104.00	158 748.99	182 185.00	173 232.74	95.09%	9.12%
TOTAL DEPENSES	7 092 841.90	6 566 560.56	8 432 987.00	7 002 980.17	83.04%	6.65%

Les dépenses réelles se composent des charges de personnel pour 69,5 %, des charges à caractère général (achat de matières et fournitures, prestations de services diverses) pour 15 %, des autres charges de gestion courante pour la même proportion, et dans une moindre mesure de charges financières et de charges exceptionnelles pour moins de 1 %.

Chapitre 011 - Charges à caractère général

Les charges à caractère général regroupent les achats de matières et fournitures, diverses prestations de service, les frais de maintenance, divers honoraires et autres frais de fonctionnement.

Vous trouverez ci-dessous une représentation de ces dépenses par grand type, et leur réalisation en 2024 comparée à 2023 :



Ces charges s'élèvent à 1 006 189,86 € en augmentation de 80 633,50 € par rapport à 2023, soit +8,71% (pour mémoire, 925 556,36 € au CA 2023).

Cette évolution à la hausse se répartit sur les types de dépenses suivants :

- Divers frais de fonctionnement (+66,4 K€):
 - Contribution augmentée à 43,8 K€ au profit du CCAS de Sotteville-lès-Rouen pour la création de l'Entreprise à But d'Emploi (EBE) et le soutien à ses dépenses dans le cadre du projet « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
 - Dépenses d'actions collectives à destination des usagers du CCAS dans le cadre de projets socio-culturels : 24,6K€.
- Entretien et maintenance (+6,2 K€) : augmentation des travaux pour remise en état du bâtiment des 4 cantons.
- Honoraires (+62 K€) :
 - Les dépenses du PRE (Programme de Réussite Educative) à l'attention des familles les plus démunies ont évolué de 32,6% (soit +40,6 K€), passant de 124,6 K€ à 165,2 K€, avec l'élargissement progressif de la zone QPV (Quartiers Prioritaires de la Ville) en 2024,
 - Les dépenses liées à la mobilité et aux prestations de proximité à destination des seniors augmentent de 14,1 K€ à 27,1 K€,
 - Les frais d'avocats évoluent de 3,3 K€ et passent de 1,7 K€ en 2023 à 5 K€ en 2024,
 - Dans le cadre de la reprise de l'EHPAD, des honoraires de personnels paramédicaux ont dû être réglés sur le budget principal, pour 4,7 K€.
- Locations et charges locatives : des frais de location de linge de lit, liés à l'EHPAD, ont dû être réglés sur le budget principal pour 11,1 K€.

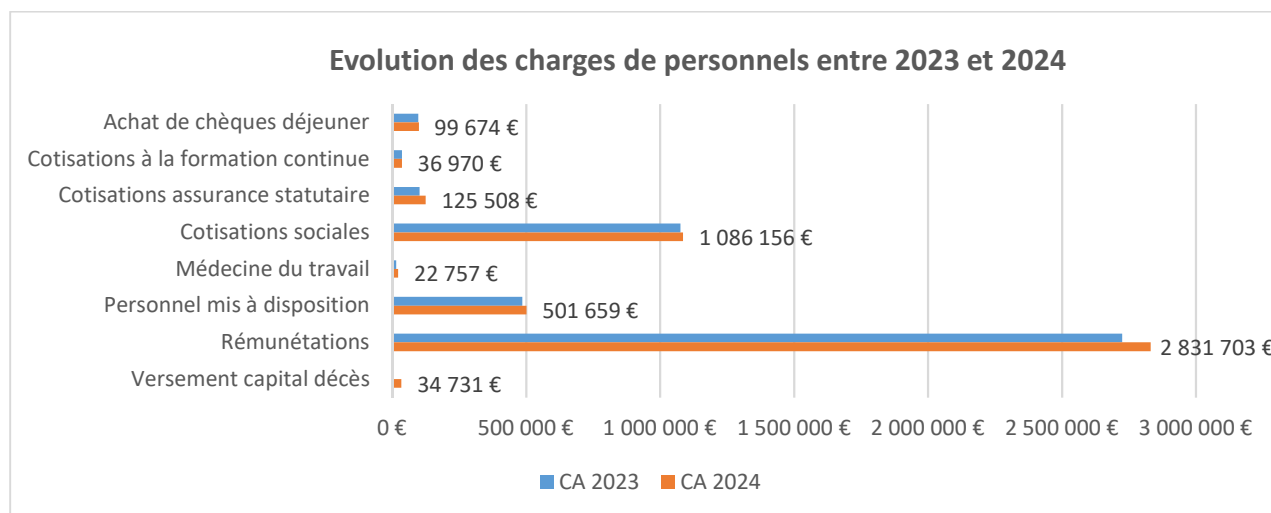
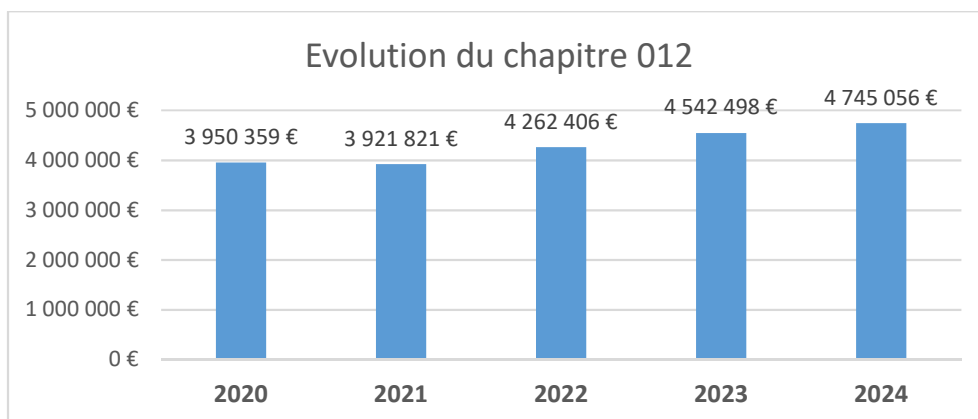
Certains types de dépenses sont toutefois en baisse :

- Fluides et énergies (-18,2 K€) : les prix du marché de la Métropole renégociés avantageusement pour 2024 ont pour effet de diminuer le coût des énergies,
- Frais de nettoyage (-16,8K€),
- Publicité et relations publiques (-12,8 K€) : transfert des honoraires d'artistes pour les actions collectives dans les autres frais de fonctionnement,

- Sous-traitance de prestations de services (-40,8 K€) : en 2023, des événements exceptionnels (réalisation de l'Analyse des Besoins Sociaux par un cabinet extérieur) ont été à l'origine de cette exécution, qui n'avait pas vocation à se reproduire en 2024.

Chapitre 012 – Les charges de personnel

Principale composante des dépenses réelles de fonctionnement, les charges de personnel s'établissent à 4 745 055,86 € au titre de l'exercice 2024, en hausse de 4,46 % (soit +202 558,26€) par rapport à 2023.



L'augmentation des dépenses de personnels pour 202,6 K€ entre 2023 et 2024 s'explique par l'effet en année pleine des revalorisations 2023, par certaines mesures salariales accordées sur l'exercice 2024 et aussi par la reprise des personnels de l'EHPAD qui n'ont pas souhaité être détachés au Centre Hospitalier du Bois-Petit suite au transfert d'activité :

- Effet année pleine des revalorisations 2023
 - Point d'indice : une revalorisation de + 1,5 % au 1er juillet 2023 ;
 - Revalorisation des bas salaires : jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires au 1er juillet 2023 ;
 - GIPA (Garantie Individuelle Pouvoir d'Achat) reconduite en 2023 : dispositif permettant d'apporter un complément de rémunération aux agents dont la

rémunération n'a pas évolué à la même cadence que l'indice des prix à la consommation en cumul sur une période de 4 ans.

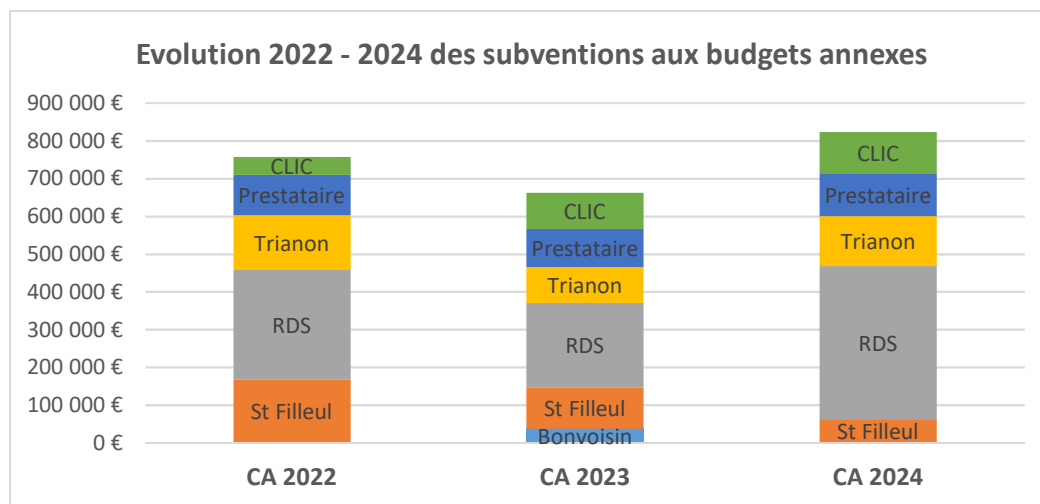
- Nouveautés règlementaires 2024
 - Hausse du SMIC de 1,13% au 1er janvier 2024 et de 2% supplémentaires au 1er novembre 2024 ;
 - Bonus de + 5 points d'indice pour chaque agent à compter de janvier 2024.
- Personnels de l'EHPAD
 - Versement des congés non pris avant la date effective du transfert d'activité (50 K€),
 - Cotisation d'assurance statutaire de l'EHPAD (34 K€),
 - Rémunérations des personnels non transférés (5 ETP).

A noter, l'exercice 2024 a vu le versement d'un capital décès aux ayants-droits d'un agent du CCAS, pour 34,7 K€.

Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante

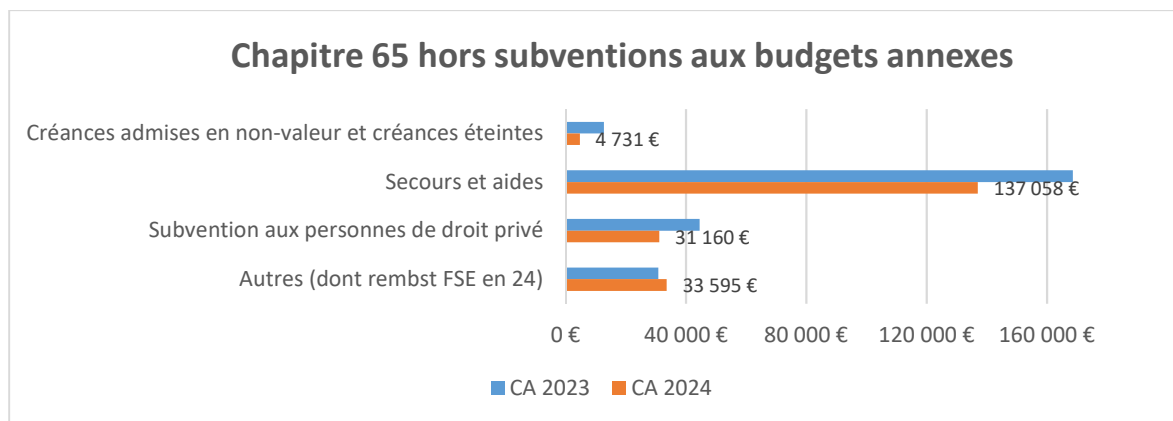
S'établissant à 1 029 959,77 € pour l'exercice 2024, en augmentation de +13,95 % soit +126,1 K€, les autres charges de gestion courante regroupent les subventions aux budgets annexes du CCAS (Résidences autonomie, Prestataire et CLIC) ainsi que les dépenses pour les personnes les plus fragiles (Secours et aides), certaines autres subventions et des dépenses de gestion courante diverses.

L'augmentation de 126,1 K€ enregistrée entre 2023 et 2024 s'explique d'abord par la hausse des subventions d'équilibre déléguées aux budgets annexes pour 160,7 K€, qui se répartit comme suit :



NB : l'exécution 2023 avait été minimisée grâce à des remboursements exceptionnels liés au « bouclier tarifaire énergie » versés au bénéfice des gestionnaires de résidences autonomie.

Dans les raisons qui expliquent cette évolution significative, on retrouve l'augmentation générale des charges de personnels pour tous les budgets, mais aussi celle des redevances (notamment la redevance versée au bailleur social Habitat 76 pour la Rose des Sables) combinées à des taux d'occupation en baisse constatés entre 2023 et 2024, que la revalorisation des loyers peine à compenser (cf. délibération du compte administratif 2024 des résidences autonomie).



Les secours et aides versés aux personnes les plus démunies enregistrent une baisse de 31,5 K€ par rapport à 2023.

La subvention au Comité des œuvres solidaires et sociales de la mairie et du CCAS (COSC) s'établit à 31,2 K€ en 2024.

Un remboursement de 33.6 K€ au profit du Département est constaté en 2024. Il correspond à la part non justifiée de la subvention FSE (Fonds Social Européen) sur la période 2022 – 2023.

Chapitre 66 – Charges financières

Regroupant les intérêts des emprunts et divers frais bancaires, le montant réalisé en 2024 est de 20 431 € pour l'ensemble des charges financières, en progression de 0,95% (soit 192,50 €).

Après une augmentation de 43,35 % en 2022 (soit +6 120,42 €) liée à la remontée du taux d'intérêt du livret A, les charges financières sont stables en 2024.

Chapitre 67 – Charges exceptionnelles

Ces charges, ponctuelles par définition, s'élèvent à 13 838.88 € au titre de l'exercice 2024 en baisse de -11,73 % soit -1,8 K€.

En 2024, les charges exceptionnelles sont essentiellement des annulations de titres de recettes constatés sur exercices antérieurs, qui deviennent des charges sur l'exercice courant.

3- Analyse de la section d'investissement

INVESTISSEMENT	Total voté 2022	CA 2023	Total voté 2024	CA 2024	taux d'exécution*	% évolution 2023/2024
total recettes réelles	184 253.02	9 200.63	444 780.21	3 853.00	0.87%	-58.12%
total recettes d'ordre	161 104.00	158 748.99	182 185.00	173 232.74	95.09%	9.12%
TOTAL RECETTES INV	345 357.02	167 949.62	626 965.21	177 085.74	95.19%	5.44%
total dépenses réelles	327 733.02	244 966.31	607 452.21	217 039.41	35.73%	-11.40%
total dépenses d'ordre	17 624.00	5 662.00	19 513.00	6 910.21	35.41%	22.05%
TOTAL DEPENSES INV	345 357.02	250 628.31	626 965.21	223 949.62	35.72%	-10.64%

*hors résultat d'investissement reporté

3.1 – Les recettes d'investissement

177 085.74 € de recettes d'investissement ont été titrées en 2024, en évolution de +9 136,12 € (soit +5,44 %) par rapport au montant exécuté en 2023.

Les recettes réelles d'investissement s'établissent à 3 853 €, en diminution de 5,3 K€ soit -58,12 % par rapport à 2023.

Les recettes d'ordre d'investissement sont quant à elles en augmentation entre les deux exercices (+14,5 K€ soit +9,12 %).

Le tableau ci-dessous reprend, pour les exercices 2023 et 2024, l'ensemble des chapitres budgétaires votés et exécutés en recettes d'investissement :

Chapitre budgétaire	Total voté 2023	CA 2023	Total voté 2024	CA 2024	Taux d'exécution*	Evol.% 2023/2024
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	175 678.02		440 927.21	Chapitre sans réalisation budgétaire		
10 - Dotations, fonds divers et réserves	7 200.00	8 960.63	3 853.00	3 853.00	100.00%	-57.00%
16 - Emprunts et dettes assimilées	1 375.00	240.00	0.00	0.00	0.00%	-100.00%
TOTAL RECETTES RELLES	184 253.02	9 200.63	444 780.21	3 853.00	100.00%	-58.12%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	161 104.00	158 748.99	182 185.00	173 232.74	95.09%	9.12%
TOTAL RECETTES D'ORDRE	161 104.00	158 748.99	182 185.00	173 232.74	95.09%	9.12%
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	345 357.02	167 949.62	626 965.21	177 085.74	28.24%	5.44%

Hors prévision relative au solde d'exécution de la section d'investissement reporté, le taux de réalisation des recettes d'investissement s'établit en 2024 à 100 %.

Chapitre 001 – Résultat d'investissement reporté

Comme pour la section de fonctionnement, le résultat d'investissement reporté est uniquement une inscription budgétaire sans exécution rattachée.

Le résultat reporté au budget principal est de 440 927.21 € en 2024, en évolution de +151% par rapport à 2023, car le résultat excédentaire de l'EHPAD y a été incorporé dans le courant de l'exercice.

Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves

Le mécanisme du FCTVA permet la compensation (à un taux forfaitaire) par l'Etat aux collectivités locales, de la TVA acquittée sur certains de leurs investissements.

Les dépenses d'investissement prises en compte pour le calcul de cette compensation sont les dépenses d'équipement (acquisitions et travaux, hors achat de terrains) effectuées au cours de l'année N-2.

Le montant de cette recette est donc directement lié au volume d'investissement réalisé lors de l'année N-2. Le montant de FCTVA perçu par le CCAS en 2024 au titre des investissements réalisés en 2022 s'élève à 3,8 K€, en baisse de 57 %.

Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées

Ce chapitre enregistrait notamment les cautions versées par les usagers de la Téléalarme à l'entrée dans le dispositif.

Suite à la fermeture du service Téléalarme à la fin du 1^{er} trimestre 2023, aucune réalisation n'est constatée en 2024.

Chapitre 040 – Recettes d'ordre

Les amortissements des immobilisations s'élèvent en 2024 à 173 232,74 € contre 158 748,99 € en 2024, soit une progression de 9,12 %.

Les amortissements des immobilisations assurent le renouvellement des équipements du CCAS.

3.2 – Les dépenses d'investissement

Un montant de 223 949,62 € de dépenses d'investissement a été mandaté en 2024, en diminution de -10,64 % (soit -26 678,69 €) par rapport à 2023 (pour mémoire : 250 628,31 €).

Les dépenses réelles d'investissement s'établissent à 217 039,41 €, en évolution de -27 926,90 €, soit -11,40 % par rapport à 2023.

Les dépenses d'ordre d'investissement augmentent de 22,05 % entre les deux exercices en raison d'opérations de corrections menées avec le service de gestion comptable.

Le tableau ci-dessous reprend, pour les exercices 2023 et 2024, l'ensemble des chapitres budgétaires votés et exécutés en dépenses d'investissement :

Chapitre budgétaire	Total voté 2023	CA 2023	Total voté 2024	CA 2024	Taux d'exécution	Evol.% 2023/2024
16 - Emprunts et dettes assimilées	105 587.00	104 585.50	91 700.00	87 481.12	95.40%	-16.35%
20 - Immobilisations incorporelles	42 000.00	30 452.40	221 971.76	72 847.23	32.82%	139.22%
21 - Immobilisations corporelles	180 146.02	109 928.41	293 780.45	56 711.06	19.30%	-48.41%
TOTAL DEPENSES RELLES	327 733.02	244 966.31	607 452.21	217 039.41	35.73%	-11.40%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	17 624.00	5 662.00	19 513.00	6 910.21	35.41%	22.05%
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	17 624.00	5 662.00	19 513.00	6 910.21	35.41%	22.05%
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	345 357.02	250 628.31	626 965.21	223 949.62	35.72%	-10.64%

Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées

Ce chapitre comprend les remboursements de l'emprunt pour la partie « capital » et au remboursement de quelques cautions résiduelles au bénéfice d'anciens usagers de la Téléalarme.

La réalisation s'établit à 87 481,12€, en baisse de -16,35% par rapport à 2023.

Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles

Ce chapitre présente une exécution en augmentation de 42 394,83 €, soit +139,22 % par rapport à l'année 2023. Son exécution s'élève à 72 847,23 € pour 2024.

Ces dépenses sont principalement des frais de licences logicielles refacturés par la ville de Rouen, qui concernent l'Accord d'Entreprise pour l'ensemble des produits Microsoft utilisés par la collectivité. L'exercice 2024 a vu notamment le déploiement des solutions MS Office 365 et MS Teams aux agents du CCAS.

Chapitre 21 – Immobilisations corporelles

En diminution de -48,41 % (soit -53 217,35 €) par rapport à 2023, 56 711,06 € ont été consacrés à la réalisation de travaux et à l'acquisition d'équipements en 2024.

Au cours de l'année 2024, Le CCAS a :

- Réalisé des travaux pour 35,3 K€ :
 - Installation des films solaires sur la verrière de la maison des aînés (17 K€)
 - Maintenance des rideaux motorisés (2 K€)
 - Réalisation de câblages électriques (5K€)
 - Divers autres travaux immobilisables.
- Acquis du matériel de bureau et du matériel informatique pour 20,3 K€ (ordinateurs, stations d'accueil, etc.)
- Acquis divers autres biens pour 1,1K€.

4- Evolution des ratios de gestion

Epargnes nette et brute

L'épargne brute correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles – dépenses réelles). Ce ratio correspond à la ressource dont dispose la collectivité pour financer ses investissements et rembourser ses emprunts :

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF)	6 082 362.91	6 169 140.09	6 403 465.98	8 460 952.36
Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF)	5 875 394.20	6 397 815.93	6 407 811.57	6 829 747.43
Epargne brute (RRF - DRF)	206 968.71	-228 675.84	-4 345.59	1 631 204.93
Remboursement du capital de la dette	90 484.84	81 859.88	83 585.62	85 398.34
Epargne nette (EB - K de la dette)	116 483.87	-310 535.72	-87 931.21	1 545 806.59

L'épargne brute du CCAS s'établit au terme de l'exercice 2024 à hauteur de 1 631 204,93 €.

L'épargne nette se détermine à partir de l'épargne brute diminuée des remboursements de dette opérés au cours de l'exercice.

L'augmentation des recettes de fonctionnement (+32.13 %), dont la dotation renforcée de la ville en 2024, ainsi qu'une subvention exceptionnelle d'un montant de 1,2 M€, permettent la reprise du déficit de l'EHPAD (1,299 K€ en fonctionnement) et même de faire progresser le fonds de roulement du CCAS sur l'exercice 2024.